

AHLSTROM SPECIALTIES À BOUSBECQUE NE DOIT PAS FERMER

L'annonce du 19 avril dernier, pendant un CSE qui se voulait classique, du projet de fermeture de la papeterie de Ahlstrom specialties, située à Bousbecque, ne passe pas. Le groupe est-il déficitaire ? Non. Avec un résultat net de près de 11 millions d'euros en 2022, Ahlstrom specialties n'est pas à plaindre. Pourtant, l'entreprise veut détruire 120 emplois.

Des investissements étonnants

Depuis des années, les responsables du groupe se démènent pour mettre en application le proverbe « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage ». Sauf que les 120 salariés ne sont pas des chiens, et que le vaccin contre la rage existe depuis plus d'un siècle. Les dirigeants ont privilégié des investissements ubuesques, comme cette machine soi-disant innovante qui a réussi l'exploit de diviser presque par deux la production en passant de 160 mètres par minute à seulement 90 mètres... Ou encore en remplissant le carnet de commandes d'autres sites et en vidant celui de Bousbecque. Sans oublier la quasi-absence de modernisation du site qui existe depuis 1877. Résultat, la production de Bousbecque est passée de 14 000 tonnes à seulement 6 000 tonnes.

Depuis un an et demi, les salariés subissent le chômage partiel à raison de deux semaines par mois. Dans le même temps, le groupe leur a versé une prime de participation de 3 000 euros ! Comment les dirigeants ont-ils pu justifier le chômage partiel et signer ensuite un tel chèque ?

Fermeture organisée et financée avec de l'argent public

D'autres signes indiquent le désengagement des

Depuis un an et demi, les salariés subissent le chômage partiel à raison de deux semaines par mois.

responsables. La gestion de la station d'épuration est sous-traitée à une société extérieure. Les départs en retraite ne sont pas remplacés... En somme, Ahlstrom specialties est un exemple de fermeture organisée et financée avec de l'argent public. À l'heure où le gouvernement cherche à réaliser des économies, il est temps d'arrêter cette gabegie d'argent public pour rendre service à des financiers qui n'en ont pas besoin. Il serait d'ailleurs intéressant qu'un expert se penche sur les comptes pour décortiquer toute la ventilation comptable entre les différentes entités du groupe.

« C'est toute une histoire et un savoir-faire qui vont disparaître »

La Filpac CGT ne laissera pas tomber les 120 salariés sur place. Le 30 avril prochain, un CSE extraordinaire est programmé. L'objectif pour la direction : annoncer leur méthode pour sacrifier l'emploi. Pour l'instant, seuls 26 postes pourraient être transférés sur le site de Saint-Severin, à 740 kilomètres de Bousbecque. Les autres ? Pour la Filpac CGT, mettre la clé sous la porte et laisser les salariés sur le carreau n'est pas une solution envisageable.

« C'est toute une histoire et un savoir-faire qui vont disparaître » s'alarme un délégué syndical. Les opérations financières à court terme ne peuvent justifier de telles manœuvres.

Le gouvernement doit réagir rapidement non seulement pour stopper la désindustrialisation, mais aussi pour empêcher des groupes industriels de se livrer à de tels agissements. •

